

Table des matières

01	Crise, ouverture, innovation <i>Réunion ministérielle du Conseil 2010</i>	2
02	Crise, réformes, déséquilibres <i>«Perspectives économiques n°87»</i>	3
03	Crise, reprise, leçons <i>«De la crise à la reprise»</i>	4
04	Crise, éducation, concurrence <i>«Objectif croissance 2010»</i>	5
05	Crise, exportations, emploi <i>«Etude économique de l'Allemagne 2010»</i>	6
06	Crise, développement, gouvernance <i>«Coopération pour le développement, Rapport 2010»</i>	7
07	Richesse, bonheur, suicide <i>«Panorama des statistiques 2010»</i>	8
08	Impôts, salaires, charges <i>«Taxing Wages»</i>	9
09	Autres publications	10
10	Calendrier OCDE	10

Malheureusement les hyperliens utilisés dans le texte ne s'ouvrent plus à l'intérieur du domaine informatique du DFAE en raison de mesures de sécurité accrues.

01. Crise, ouverture, innovation

Réunion ministérielle du Conseil 2010

La réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres s'est tenue du 27 au 28 mai 2010 sous la présidence de l'Italie (Premier Ministre Silvio Berlusconi et Ministre des Finances Giulio Tremonti). Sous le titre «*De la reprise à une croissance pérenne*», la conférence était consacrée avant tout aux sujets de la consolidation budgétaire et de la recherche de nouvelles sources de croissance. Dans ce contexte, l'OCDE a présenté sa stratégie de l'innovation, ainsi qu'un rapport intérimaire sur la croissance verte. De plus, une Déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales a été adoptée.

A cette occasion, l'OCDE a officiellement souhaité la bienvenue aux trois nouveaux pays membres Estonie, Israël et Slovaquie. Les négociations en vue de l'adhésion avaient commencé en 2007. Depuis, ces trois pays se sont soumis à un sévère processus d'examen par les comités de l'OCDE, ce qui a conduit à de profondes réformes dans certains secteurs. Le Secrétaire Général Gurría insiste sur le fait que ce processus de transformation continuera dans ces pays après leur adhésion. L'Estonie et la Slovaquie ont profité de leur expérience gagnée au cours de l'adhésion à l'UE. Ainsi, dès le début du processus, leurs politiques étaient plus ou moins alignées sur les standards de l'OCDE, ou allaient même au-delà. Ces deux pays ont tout de même dû prendre des mesures de libéralisation plus poussées, par exemple dans le domaine des services financiers et de la législation en matière de gouvernance d'entreprise, un pas particulièrement difficile pour la Slovaquie. Pour Israël, les réformes requises étaient plus nombreuses. Israël a dû ratifier la Convention contre la corruption et adapter sa législation. Dans le domaine de l'environnement, de

Secretary General Angel Gurría and Prime Minister Silvio Berlusconi during Accession Ceremony



nombreuses nouvelles initiatives législatives ont vu le jour. Enfin, Israël a dû faire des concessions importantes dans le domaine des statistiques.

Pour clore le processus d'adhésion, les parlements des différents pays doivent encore ratifier l'adhésion et leurs gouvernements doivent déposer les instruments de l'adhésion auprès du pays hôte de l'OCDE (la France). Le Chili a franchi cette dernière étape le 7 mai dernier, de sorte que l'OCDE compte à présent 31 membres à part entière.

> Table des matières

02. Crise, réformes, déséquilibres «Perspectives économiques n°87»

En raison de la rapidité inattendue de la reprise économique mondiale, l'OCDE a revu ses prévisions de croissance à la hausse dans ses dernières *perspectives économiques* (2010: 2.7% au lieu de 1.9% ; et pour 2011 : 2.8% au lieu de 2.5%). La croissance augmente surtout aux Etats-Unis et au Japon, tandis que la zone Euro ne présente qu'une reprise modérée. Pour la Suisse, l'OCDE s'attend à une croissance du PIB de 1.8% en 2010 (2.2% en 2011).

Ces chiffres plus positifs sont surtout dus à la reprise du commerce mondial. De plus, la forte croissance de la Chine et de certains pays émergents aide d'autres pays à sortir de la crise. Ces pays pourraient néanmoins être confrontés à un risque de surchauffe de leur économie. Un scénario «d'expansion-récession» et par conséquent des taux de croissance encore plus faibles ne sont donc pas exclus. Le chômage continue d'inquiéter les gouvernements et la population. L'OCDE estime qu'il a atteint son pic avec un taux moyen de 8.5%. Mais les gouvernements doivent combattre rigoureusement la possible montée du chômage de longue durée. La Suisse est également concernée par le phénomène, mais à un degré moindre que la plupart des pays OCDE.

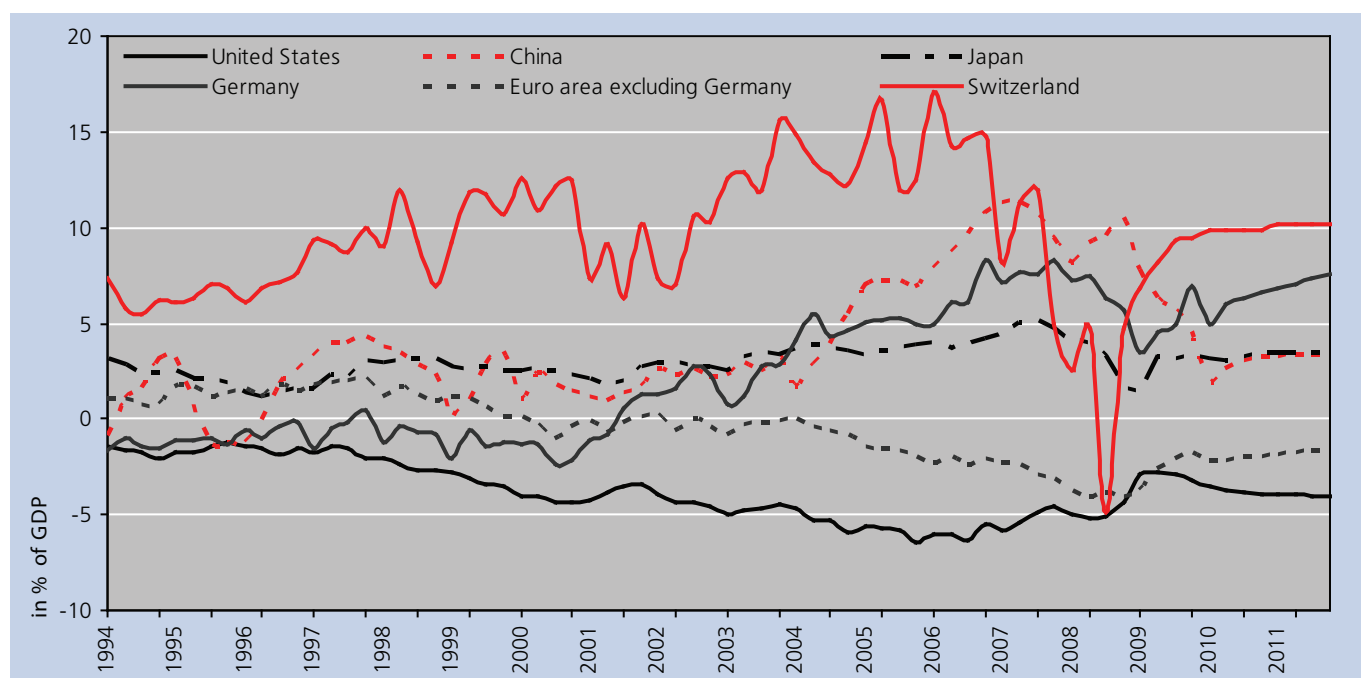
Les marchés instables des obligations d'Etat constituent un autre sérieux problème. L'OCDE recommande à la zone Euro de renforcer ses structures

institutionnelles et opérationnelles et surtout d'améliorer la discipline budgétaire. Des plans de consolidation crédibles, mais aussi une coordination internationale sont importants, pour ne pas étouffer la croissance. A cette fin, les pays concernés doivent relier leurs mesures de politique macroéconomique, financière et structurelle et améliorer la compétitivité.

Les perspectives économiques sont plutôt pessimistes quant à l'avenir, dans les scénarios économiques calculés jusqu'à 2025. Dans le scénario de référence (sans action gouvernementale), la croissance serait faible, le chômage et les déficits budgétaires élevés, et les déséquilibres resteraient inchangés (voir graphique). Par contre, la mise en œuvre de paquets de mesures comprenant une consolidation budgétaire, une adaptation des taux de change et des réformes structurelles permettrait d'augmenter la croissance du PIB de 0.2%. Pour la Suisse, le scénario de référence conduirait à une croissance potentielle annuelle de 1.8% entre 2012 et 2025 (comparé à 2.0% pour 2010-2011).

> Table des matières

Current Account Balance

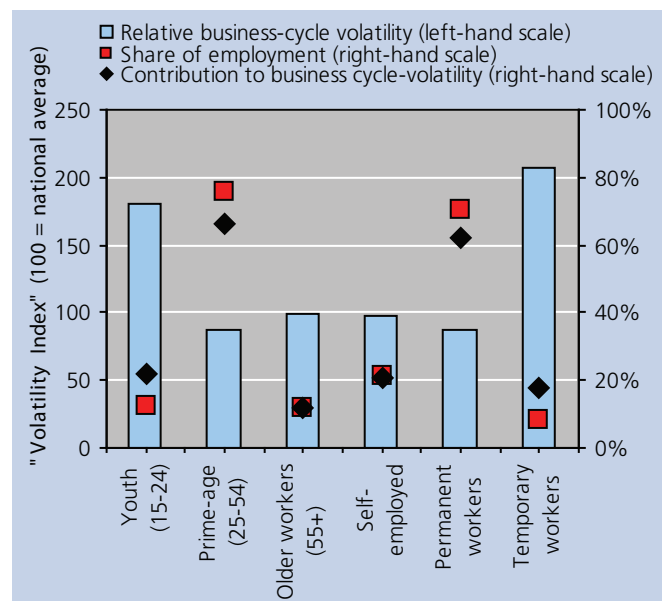


03. Crise, reprise, leçons «De la crise à la reprise»

La crise économique amorcée en 2007 et éclatée en 2008 a frappé les esprits par la rapidité avec laquelle elle s'est propagée. Si aujourd'hui les causes semblent établies et que la reprise paraît s'installer, de nombreuses incertitudes règnent encore sur l'impact à long terme de la crise et la persistance de la reprise. «De la crise à la reprise», un nouveau numéro de la collection «Les Essentiels de l'OCDE» spécialement destinée au grand public, livre l'analyse de plusieurs auteurs dans un langage simple, dépourvu de termes techniques. Avant d'être publié sous forme papier, il est présenté chapitre par chapitre sur le site de l'OCDE, avec possibilité d'y laisser des commentaires et de faire évoluer le contenu.

Le chapitre sur l'emploi constate que la crise actuelle est comparable aux précédentes quant à son impact sur les emplois. Le premier secteur touché a été celui de la construction, victime en particulier de l'assèchement du crédit immobilier. Ce secteur est traditionnellement le plus sensible au cycle conjoncturel (70% de plus que la moyenne des secteurs). L'expérience montre que le secteur des biens durables est ensuite le plus affecté par la crise en terme d'emplois. Exemple type : l'industrie automobile. Particulièrement dépendante de la chaîne mondiale d'approvisionnement, elle a évidemment souffert de la chute du commerce mondial (-10% en 2009). Les pays des grands constructeurs ont connu des pertes d'emplois, mais également les petits pays ne comptant pas de site de production. Ainsi, en Nouvelle-Zélande, 5000 emplois liés à l'importation et la vente d'automobiles ont été supprimés en six mois, soit 10% de la branche. On notera également qu'en dépit des licenciements spectaculaires survenus au début de la crise, le secteur des services financiers aux Etats-

Business-cycle sensitivity of total hours worked by workforce group



Unis a enregistré «seulement» une baisse des emplois de 6.9% (-5% pour l'ensemble des secteurs). Néanmoins, les services en général représentent le secteur le plus sinistré (presque la moitié des pertes d'emplois).

Le document évoque aussi les catégories de travailleurs les plus touchées (voir graphique). Comme par le passé, les jeunes travailleurs (15-24 ans) sont les premières victimes, de même que ceux au bénéfice de contrats temporaires. Les travailleurs immigrés sont aussi vulnérables en temps de crise, ne serait-ce que parce qu'ils sont employés dans des secteurs sensibles (notamment la construction).

> Table des matières

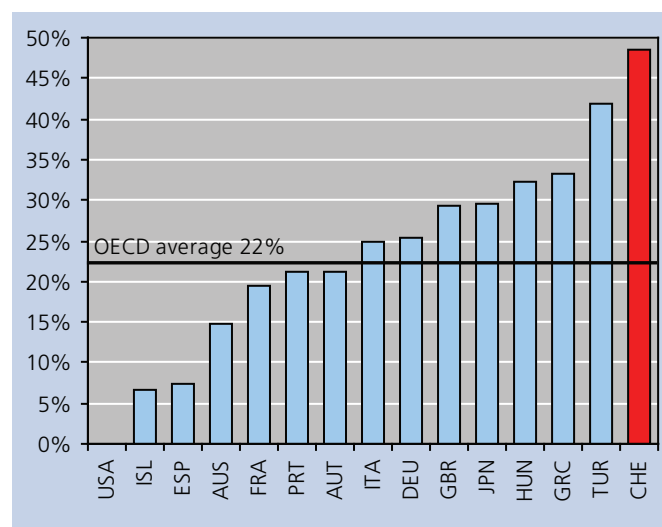
04. Crise, éducation, concurrence «Objectif croissance 2010»

Les crises comportent toujours des opportunités, car elles permettent d'apporter une certaine dynamique à des structures trop figées. Des réformes qui paraissaient politiquement impossibles deviennent tout à coup envisageables. Afin de tirer partie de ce *momentum* favorable, l'édition 2010 de «Objectif croissance» identifie pour chaque pays les réformes les plus pressantes à l'issue de la crise. La régulation des marchés financiers et la consolidation budgétaire sont en tête de liste partout. Pour la Suisse, l'OCDE propose également d'autres thèmes, dont aucun n'est vraiment nouveau : abolition des obstacles à la concurrence dans les industries de réseau, abolition des barrières non tarifaires, diminution des subventions agricoles, augmentation du taux d'emploi des femmes, amélioration de la reconnaissance inter-cantonale des diplômes, amélioration de l'accès à l'éducation tertiaire, réforme du système de santé et de l'assurance invalidité.

Le rapport constate que la crise actuelle n'a conduit à aucune réforme significative jusqu'à présent. Par ailleurs, les pays membres n'ont réagi que par des mesures marginales aux propositions de réforme des éditions précédentes. Avec la part la plus élevée de recommandations mises en oeuvre, notamment dans des domaines difficiles à réformer, la Suisse présente un profil de «bon élève». La place de «cancre» revient aux Etats-Unis, qui n'ont appliqué aucune recommandation durant les cinq dernières années (voir graphique).

Le rôle central des marchés financiers dans la crise a conduit de nombreux gouvernements à revoir leur régulation. L'OCDE a examiné s'il existait un «trade-off» entre la stabilité et la concurrence dans ce secteur, c'est-à-dire si un excès de concurrence nuisait à la stabilité du système. L'analyse n'a pas démontré l'existence d'un tel lien. L'OCDE en conclut que l'élément décisif de la prévention de crise est la qualité de la surveillance.

Responsiveness rate corrected for the difficulty to undertake reform



La crise a remis l'importance du lien entre distribution des revenus et cohésion sociale au centre du débat politique. L'OCDE a donc analysé les réformes pouvant améliorer la mobilité sociale/intergénérationnelle (mesure de l'influence des revenus des parents sur ceux de leurs enfants) et par conséquent l'égalité des chances au sein de la société. Ce type de réforme peut renforcer la croissance en ce sens qu'elle permet de mieux utiliser les capacités des individus. La politique de l'éducation peut améliorer la mobilité intergénérationnelle, par exemple à travers l'éducation de la petite enfance et la mixité sociale des classes, une séparation des élèves par niveau relativement tardive, de même qu'un soutien aux personnes à faibles revenus (transferts sociaux).

> Table des matières

05. Crise, exportations, emploi

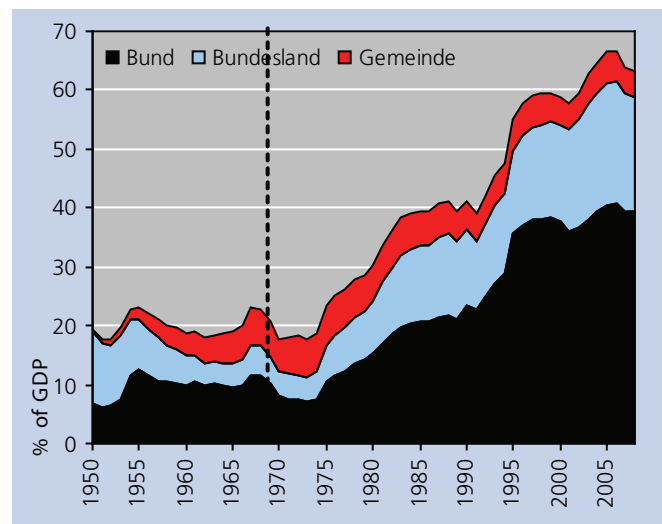
«Etude économique de l'Allemagne 2010»

«L'étude économique de l'OCDE sur l'Allemagne» prend la crise comme point de départ. La récession a durement touché l'Allemagne et la reprise ne s'amorce que prudemment. Les programmes de relance et les interventions massives dans le secteur bancaire ont mitigé la crise à court terme, mais les conséquences à moyen terme ne sont pas encore déterminées. De plus, la crise a mis au jour de grandes déficiences structurelles, surtout par rapport au marché du travail, au déficit public et à la dépendance des exportations.

A première vue, le taux de chômage relativement faible surprend. Mais ce taux est dû notamment à des réductions du temps de travail et des heures supplémentaires, c'est pourquoi il pourrait encore augmenter. En outre, ces données occultent le développement inquiétant en direction d'un marché du travail dual avec une proportion en hausse de postes de travail temporaires et faiblement rémunérés. L'émigration de la main d'œuvre qualifiée constitue un autre problème. L'OCDE recommande à l'Allemagne d'introduire plus de flexibilité dans son marché du travail et d'attirer des employés hautement qualifiés à l'aide d'une politique de migration adéquate. Il s'agit aussi et surtout de limiter l'émigration des Allemands hautement qualifiés.

En raison des dettes accumulées (voir graphique) et d'un déficit élevé, le gouvernement a annoncé une nouvelle règle budgétaire, semblable au «frein à l'endettement» en vigueur en Suisse. La signification concrète de cette étape pour l'instauration de finances publiques durables reste vague, car la politique ne s'est pas compromise en ce sens jusqu'à présent. C'est pourquoi l'OCDE encourage l'Allemagne à présenter un plan concret pour la réduction du déficit public, avec des mesures d'austérité effectives (pas seulement en ce qui concerne les investissements prévus). Pour augmenter les revenus de l'Etat, l'OCDE

Gross Debt by Level of Government



recommande de réduire les allègements fiscaux, les taux d'imposition préférentiels et les subventions.

Pour augmenter son potentiel économique, l'Allemagne devrait étendre son modèle de croissance axé sur les exportations aux autres secteurs de l'économie. Cela requiert toutefois des réformes structurelles et de meilleures conditions cadres. Il faudrait soutenir davantage le domaine de la recherche et du développement et entreprendre des réformes ciblées dans le domaine de l'éducation afin de préparer le marché de l'emploi aux demandes futures. Malgré tous ses efforts, l'Allemagne ne retrouvera son taux de croissance préalable qu'à moyen terme, d'après les estimations de l'OCDE.

> Table des matières

06. Crise, développement, gouvernance «Coopération pour le développement, Rapport 2010»

A cinq ans de l'échéance pour l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et à quelques mois du Sommet de l'ONU à New York sur les progrès réalisés jusqu'à présent, le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE publie son [rapport 2010 sur la coopération pour le développement](#). Ce document contient des statistiques et des analyses sur les dernières évolutions des flux de l'aide au développement (APD) sur le plan international.

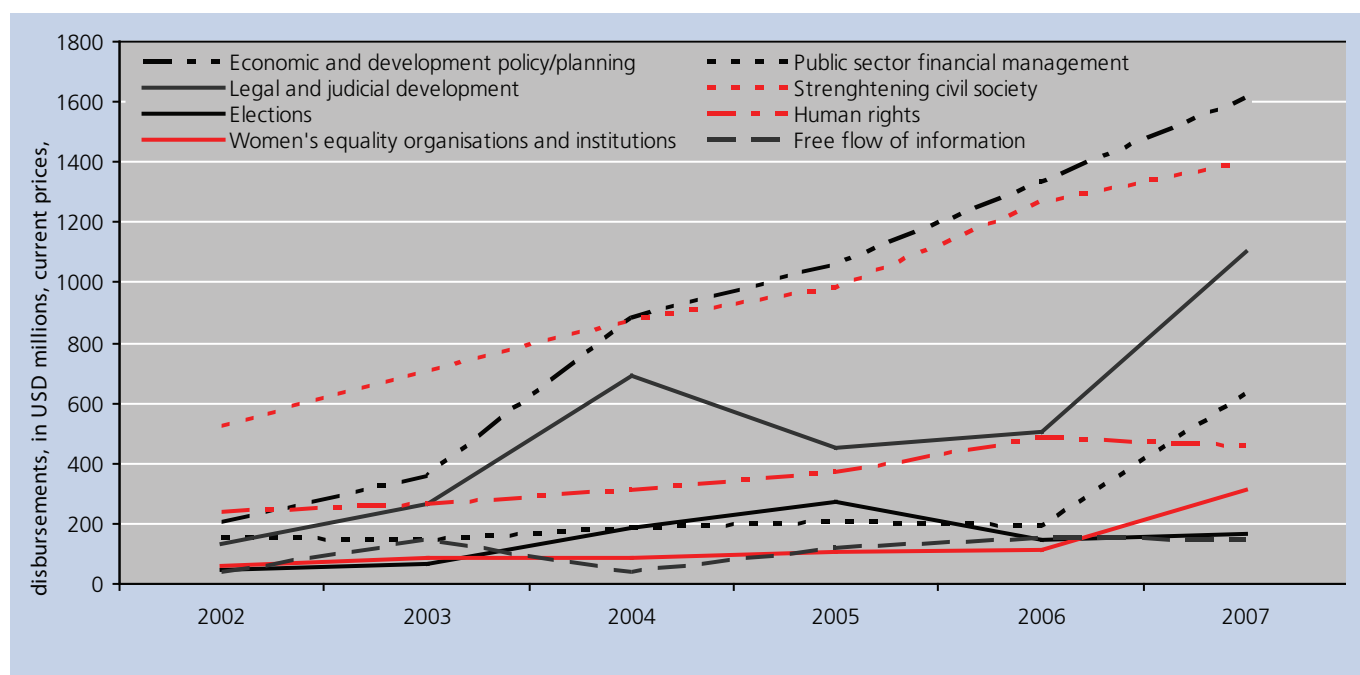
L'environnement international est encore marqué par les conséquences de la crise économique, par l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix de l'énergie, sans oublier la question du changement climatique. Enfin, les dernières estimations du CAD sur l'APD pour 2010 révèlent un «trou» de 18 milliards USD par rapport aux engagements pris en 2005. Dans un tel contexte d'incertitude économique et de restrictions budgétaires, l'efficacité de l'aide devient encore plus importante. Le rapport traite ainsi des questions de gestion de l'aide et de la mise en oeuvre des principes d'efficacité de la Déclaration de Paris et du plan d'action y relatif adopté à Accra en 2008. Il éclaire plus spécifiquement les efforts de lutte contre la corruption et l'utilisation des systèmes

nationaux des pays partenaires. Les dépenses des donateurs pour la gouvernance ont augmenté ces dernières années (voir graphique) mais l'utilisation des systèmes nationaux reste encore limitée et n'est que faiblement corrélée avec la qualité de ces systèmes. Le rapport se penche aussi sur les Etats fragiles, où les progrès sur les ODMs sont très lents.

Les efforts et politiques bilatérales des membres du CAD pour promouvoir l'efficacité de l'aide sont présentés spécifiquement. Pour la Suisse, les priorités pour la mise en oeuvre des engagements pris à Accra se fondent sur l'appropriation démocratique des programmes dans les pays partenaires, sur l'utilisation des systèmes nationaux, sur la prévisibilité de l'aide et les approches programmatiques. Certaines mesures ont déjà été adoptées. Cependant, une utilisation plus systématique de ce type d'aide, en particulier dans les pays qui ne satisfont pas aux normes minimales de reddition de compte et de transparence, est un véritable défi et nécessite une réflexion pour développer une approche appropriée.

> Table des matières

DAC Donor Spending on Trengthening Governance, 2002-2007

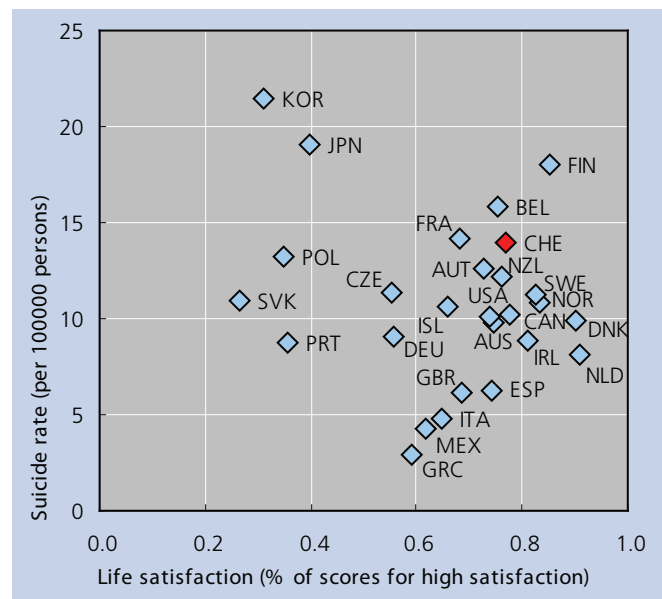


07. Richesse, bonheur, suicide «Panorama des statistiques 2010»

«Le panorama des statistiques 2010» de l'OCDE présente plus de 100 indicateurs sur l'économie, le commerce, la société, l'éducation, les finances publiques, l'emploi, l'environnement et l'énergie. Il donne ainsi une large vue d'ensemble statistique sur les 31 pays membres de l'OCDE, les candidats à l'adhésion Estonie, Israël, Russie et Slovaquie ainsi que sur d'importants pays émergents tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. L'inclusion des pays émergents cités ci-dessus permet des comparaisons intéressantes, notamment dans le chapitre sur la société. Pour les indicateurs sur la longévité et la mortalité infantile, les pays plus touchés par la pauvreté comme le Brésil, l'Inde et l'Indonésie présentent des valeurs nettement plus mauvaises que les autres pays. Moins de 20% des Chinois et des Indiens considèrent leur qualité de vie actuelle comme étant «élevée», mais la majorité des Africains du Sud, Brésiliens et Chinois sont optimistes quant à leur futur et s'attendent à une amélioration. Le chômage des jeunes est particulièrement élevé en Italie, au Brésil, en Israël et en Turquie (plus de 20%). Les cinq pays avec les taux de population carcérale les plus élevés sont l'Afrique du Sud, le Chili, Israël, la Russie et les Etats-Unis. Ces derniers présentent le taux record de 0.76% de leur population se trouvant en prison.

L'analyse des taux de suicide ne montre aucune corrélation avec le PIB par tête. Par contre, on constate sans surprise une corrélation avec la «satisfaction de vie» (voir graphique). A ce sujet, il semblerait que des facteurs culturels jouent un certain rôle. La Corée et le Japon sont en tête de liste pour le taux de suicide, avec une satisfaction de vie moyenne. Certains pays de l'ex-URSS, à satisfaction de vie égale, présentent des taux de suicide bien moindres. Les taux de suicide les plus faibles sont relevés notamment pour des pays comme l'Espagne, la Grèce, l'Italie ou

Suicide Rates and Subjective Life Satisfaction



le Mexique, des pays avec un contexte «méditerranéen» mais un niveau de vie moyen. La Suisse, avec une satisfaction de vie élevée, relève un taux de suicide relativement élevé. Enfin, on constate toujours le fait inexplicable que dans tous les pays, les hommes sont plus enclins à se donner la mort que les femmes.

L'édition 2010 du panorama des statistiques se penche également sur la crise économique et ses conséquences. Un chapitre spécial se consacre à la contraction du PIB, au développement des valeurs de confiance de l'économie et des consommateurs, aux indices boursiers, aux taux d'endettement, et au chômage. On remarquera que dès 2008, dans quatre pays (UK, USA, Canada et Japon), les ménages avaient déjà accumulé des dettes d'une valeur de 120% de leurs revenus

> Table des matières

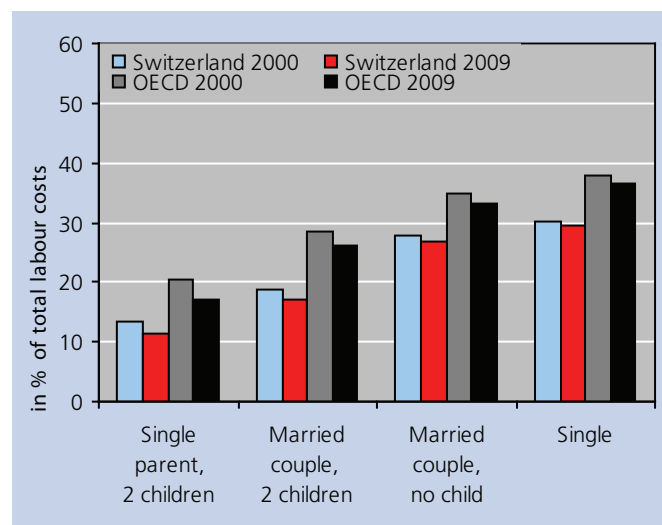
08. Impôts, salaires, charges «Taxing Wages»

Parmi les pays OCDE, on constate une large variation en ce qui concerne l'écart entre le salaire brut qu'un employeur verse, charges sociales incluses, et le revenu dont dispose l'employé après déduction des impôts et cotisations, et addition d'éventuelles allocations. Cette différence (pour les célibataires sans enfant) va de 15.3% au Mexique à 55.2% en Belgique. Cet «écart fiscal» est un élément déterminant de la compétitivité d'un pays.

L'OCDE publie chaque année le [développement des charges fiscales et sociales](#) pour ses pays membres. Dans le contexte de crise économique, de nombreux pays de l'OCDE ont diminué leurs charges fiscales à travers les programmes de relance, dans la plupart des pays surtout en faveur des familles. Ces dernières ont profité de ces allègements surtout en Nouvelle-Zélande (2.66%) et en Turquie (2.29%). En moyenne, l'imposition des revenus salariaux a diminué dans les pays de l'OCDE au cours de l'année dernière. En Allemagne, Autriche, France et Italie, l'imposition des familles a également reculé. Elle reste néanmoins bien au-delà de la moyenne OCDE, comme dans tous les pays nordiques exceptée l'Islande. Les pays anglo-saxons ont tendance à se situer en deçà de la moyenne OCDE (voir graphique).

L'imposition des revenus en Suisse (pour les célibataires sans enfant : 29.3%) est bien en deçà de la moyenne OCDE. Elle n'a pratiquement pas changé au cours de l'année dernière (+0.09%). Pour tous les types de ménages analysés, l'imposition des revenus salariaux

Tax Wedge in Switzerland



en Suisse se situe en dessous de la moyenne OCDE. Il faut néanmoins prendre en compte que le chiffre utilisé par l'OCDE pour la Suisse ne comprend que les taux minimaux de contribution à la prévoyance professionnelle (2ème pilier) ainsi que les contributions obligatoires à la caisse maladie et à l'assurance accidents, ou ne les prend même pas en compte, étant donné qu'ils sont versés à des organismes privés. La charge fiscale en Suisse est donc sous-estimée.

> Table des matières

09. Autres publications

«*Etude économique de la Finlande 2010*»

Paris, 13 avril 2010

«*Etude économique de la Pologne 2010*»

Paris, 14 avril 2010

«*Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement: Maroc 2010*»

Paris, 11 mai 2010

«*Etude économique du Luxembourg*»

Paris, 21 mai 2010

«*Perspectives économiques en Afrique*»

Paris, 24 mai 2010

«*Measuring Innovation, A New Perspective*»

Paris, 1^{er} juin 2010

10. Calendrier OCDE

Beyond the Crisis: Supporting Policies for Competitiveness in Central Asia

Ministerial Meeting of the OECD Central Asia Initiative

Paris, 17-18 juin 2010

Administrative Change: The Impact of the Global Crisis on Public Employment

Athènes, 25 juin 2010

Sommet G8/G20 avec participation de l'OCDE

Toronto, 25-27 juin 2010